**République Démocratique du Congo**

**Ministère de L’Agriculture**

**Secrétariat Général de l’Agriculture**

**Programme National de Développement Agricole (PNDA)**

# Détails du projet(P169021)

# Crédit IDA : 69510

# Don IDA-D8690

**ZR-MINAGRI-244891-CS-INDV**

**TERMES DE REFERENCE POUR LE RECRUTEMENT D’UN(E) EXPERT(E) EN GESTION DES SAVOIRS ET COMMUNICATION DE L’UNITE NATIONALE DE COORDINATION DU PNDA**

1. **CONTEXTE ET JUSTIFICATION :**

**1.1. Contexte General du secteur agricole et de la sécurité alimentaire en RDC**

Le secteur agricole congolais est caractérisé par une faible productivité des filières végétales, animales et halieutiques, un cadre institutionnel insuffisamment organisé, une dégradation et un faible niveau d’accès aux infrastructures de commercialisation et aux services financiers ainsi que l’inadéquation de l’offre de services de recherche et de vulgarisation agricole. Les dynamiques et pratiques agricoles actuelles ne rassurent pas les investisseurs, les producteurs et/ou les opérateurs économiques ; elles rendent difficiles l’accès aux intrants, au capital, aux compétences techniques, aux conseils ainsi qu’aux marchés.

Dans un tel environnement socioéconomique, le métier de l’agriculture (et ses métiers connexes) n’attire pas beaucoup de jeunes et autres couches dynamiques, et ceux qui s’y appliquent limitent leurs productions aux besoins du marché local, sinon à la seule consommation du ménage et n’investissent pas dans une croissance durable de leur activité[[1]](#footnote-1).

Il y a lieu de mentionner, que de manière substantielle, le secteur agricole congolais a connu, sur la période allant de 2006 à 2014, une croissance confirmant sa place parmi les secteurs porteurs de croissance. Toutefois, de la période allant de 2014 à 2018, la pauvreté est demeurée criante et est peu influencée jusqu’à présent par la reprise économique.

En même temps, la situation nutritionnelle est critique. Le retard de croissance ou malnutrition chronique, touche 43% d’enfants de moins de cinq ans et 13% d’entre eux souffrent de la malnutrition aigüe globale. L’insuffisance pondérale, quant à elle touche près d’un enfant sur quatre. Cette situation reste un grand défi à relever en vue de réduire significativement le niveau de pauvreté de la population et de vaincre la malnutrition et l’insécurité alimentaire en RD Congo[[2]](#footnote-2).

Il est à noter que les rendements des cultures en RDC sont parmi les plus bas au monde, et le pays importe annuellement pour environ 2 milliards de dollars américains afin de nourrir sa population en pleine croissance[[3]](#footnote-3).

Suite à ce constat, le Gouvernement, en partenariat avec différentes organisations intervenant dans le secteur agricole et rural, a élaboré de manière participative et inclusive le Plan National d’Investissement Agricole (PNIA 2013 – 2020), dont l’objectif global est d’induire une croissance agricole moyenne annuelle d’au moins 6%.

Pour y parvenir, et en appui aux actions antérieurement engagées, le Gouvernement de la RDC a élaboré et met en œuvre, différentes stratégies appuyées par les Partenaires Techniques et Financiers dont la Banque mondiale.

Celle-ci s’est engagée à soutenir le Gouvernement dans sa stratégie, en mobilisant à ce jour un montant cumulé de 500 millions de dollars américains juste dans le secteur agricole, soit 15% de l’engagement total de la Banque mondiale en RDC.

**1.2. Présentation du PNDA**

1. Afin d’appuyer le secteur agricole et dans le cadre du PNIA, le Gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC) prépare, avec le soutien financier et technique de l’Association Internationale de Développement ci-après « la Banque mondiale »), un projet dénommé « Programme National de Développement Agricole », PNDA, en sigle. Le Gouvernement prévoit la mise en œuvre du PNDA sous la conduite du Ministère de l’Agriculture. Dans cette perspective, la Banque mondiale a accepté d’accorder pour la mise en œuvre de ce projet, un financement de l’ordre de 500 millions de dollars américains pendant une première phase de 5 ans, Deux autres phases de cinq (05) ans chacune, pourraient être envisagées dans d’autres Provinces.

Les objectifs spécifiques du programme se déclinent comme suit :

* soutenir la croissance de la productivité agricole au niveau de l’exploitation, permettant aux petits exploitants agricoles d’accroître leurs actifs et leur production, puis d’intervenir pour favoriser l’accès au marché et l’intégration productive de ces petits exploitants dans les chaînes d’approvisionnement agricoles ;
* soutenir par des investissements importants dans la fourniture de biens et services publics agricoles aux niveaux national et local, notamment la recherche et le développement agricoles, la santé animale et végétale ainsi que les infrastructures;
* renforcer les capacités des Services Publics Agricoles en particulier, du Ministère de l’Agriculture, Ministère de la Pêche et Elevage et du Ministère du Développement Rural en vue de la fourniture des biens et services publics agricoles de base dans la zone du projet et renforcer la gestion du programme et le suivi et évaluation aux niveaux national et provincial dans les provinces participantes et ;
* renforcer les interventions d’urgence dans le secteur de l’Agriculture.

Le Projet sera exécuté dans les Provinces du Nord Kivu, Kwilu, Kasaï Central, Kasaï et Kongo Central et s’appuiera sur des approches validées et les expériences réussies en RDC et dans la région. Il s’articulera autour de quatre composantes :

1. **La composante 1** (avec ses trois sous-composantes) consiste à « améliorer la productivité agricole (y compris les cultures, l’élevage et la pêche) » des petites exploitations agricoles (de cultures et de produits animaux) à travers l’adoption des technologies, des pratiques améliorées et l’accès au financement. Elle contiendra 3 sous-composantes :

**La sous composante 1.1** : financera l’aide directe aux petits exploitants agricoles pour l’adoption des pratiques, technologies et intrants et NSA (agriculture intelligente face au climat et agriculture intelligente face à la nutrition) à travers des semences, plants, races animales, services de conseils et de vulgarisation conformes à ces technologies.

**La sous composante 1.2** : traitera de l’accès à l’assistance technique et aux services financiers liés à la mise en œuvre de l’investissement afin de promouvoir des meilleures pratiques et d’améliorer la productivité des petits exploitants

**La sous composante 1.3** : traitera de la réponse rapide aux urgences agricoles pour les petits exploitants bénéficiaires des appuis directs via la sous-composante 1.1. (USD 20 millions IDA + 20 millions GRIF)

**La composante 2** (avec ses deux sous composantes) consiste à « améliorer l’accès au marché pour les petits exploitants agricoles ». A cet effet, elle appuiera la réduction des coûts de transaction pour les petits exploitants agricoles afin d’accéder aux marchés, ainsi que leur inclusion dans des groupes d’agriculteurs (coopératives/associations) et les agro-MPME. Les interventions soutenues dans cette composante seront également bénéfiques pour l’adaptation/l’atténuation des changements climatiques et/ou pour la contribution à la réduction de la malnutrition. L’accès au marché devient un pilier indispensable si l’on veut que l’amélioration des revenus soit réalisée. Deux facteurs sont indispensables à cet effet. Il s’agit de réhabilitation des infrastructures routières des bassins de production et de la suppression des tracasseries administratives. Un programme de lutte contre les « tracasseries administratives routières » ou fluviales devient indispensable après la réhabilitation des routes de desserte agricole et des voies navigables d’accès au marché d’intérêts national si l’on veut que les gains qu’auront acquis les producteurs agricoles leurs soient effectivement alloués du fait des « investissements en amont».

La composante se concentrera sur les deux domaines suivants :

**La Sous-composante 2.1** ,Infrastructures rurales, visera principalement à améliorer les routes rurales et les corridors de transport prioritaires (y compris les mesures de sécurité fluviale et les sites de lancement dans les voies navigables[[4]](#footnote-4)), afin de libérer le potentiel de production et de commerce des petits exploitants agricoles dans la zone du projet, en fonction des critères suivants : (i) ces corridors sont connectés aux routes principales, voies ferrées et/ou voies navigables opérationnelles (sûres et utilisables toute l’année) ; (ii) ils conduisent à des zones à fort potentiel agricole et à une population relativement dense ; et (iii) ils nécessitent des synergies avec les investissements en cours ou futurs du secteur agricole et d’autres interventions dans les infrastructures de transport et/ou de connectivité.

**La sous-composante 2.2**, consiste à l’inclusion des petits exploitants dans les chaînes de valeur. Elle fournira des subventions de contrepartie basées sur une approche axée sur la demande aux groupes de petits exploitants agricoles (coopératives/associations) et aux agro-MPME qui travailleront avec les petits exploitants agricoles bénéficiaires de la sous-composante 1.1

**La composante 3** (avec deux sous-composantes) : Fourniture des biens et services publics agricoles. Elle a pour objectifs :

(i) le renforcement des capacités des Ministères clés (tels que l’Agriculture, Pêche et Elevage, les Affaires Foncières et le Développement Rural) aux niveaux national et provincial, en vue de la fourniture de biens et services publics essentiels à l’Agriculture ; et (ii) la gestion, le suivi et l’évaluation du programme. Elle se décline en deux (02) sous-composantes :

**Sous-composante 3.1 : elle** consiste à renforcer des capacités pour la fourniture de services publics agricoles. Le programme soutiendra les efforts gouvernementaux (national et local) visant à : (i) renforcer les capacités de planification, de coordination, de suivi et d’évaluation aux niveaux national et décentralisé (notamment les statistiques agricoles et météorologiques et les systèmes de données géoréférencées), en mettant l’accent sur la Direction des Analyses, Prospectives et de la Planification (DAPP) du Ministère de l’Agriculture.

**Sous-composante 3.2 :** Gestion, suivi et évaluation du programme. Le programme financera : (i) les coûts de fonctionnement de l’Unité de Coordination Nationale du Programme (UNCP); (ii) le suivi et l’évaluation des activités du programme ; (iii) la communication des activités du programme à différents publics ; et (iv) l’embauche du personnel, l’acquisition de biens, de services de consultants, d’ateliers et de formation. Dans le cadre de cette sous-composante, le programme assurera également un suivi approprié des politiques de sauvegarde environnementales et sociales.

**Composante 4** —Réponse aux urgences agricoles (USD 0 millions IDA)

Cette sous composante qui est dotée au départ d’un financement nul devra permettre de financer, à partir des réallocations budgétaires via les autres composantes, une intervention immédiate en cas de crise ou d’urgence éligible.

Le Ministère de l’Agriculture (MINAGRI), à travers le Projet PNDA, pour la gestion technique, administrative et financière du PNDA, voudrait utiliser une partie des ressources pour recruter **un** **Expert en Gestion des savoirs** qui basé à Kinshasa

**II. Fonctions et Responsabilités**

Sous l’autorité du Coordonnateur national du PNDA, l**’Expert en Gestion des savoirs** devra exécuter les tâches suivantes :

1. **En ce qui concerne la communication :**

* Concevoir, élaborer et faire le suivi d’un plan de communication qui définit clairement les publics cibles, les messages et les canaux appropriés pour le projet ;
* Concevoir, réaliser et superviser le développement des supports et outils de communication adapté s aux différents publics –cibles du programme (brochures, communiqué s de presse, lettres d’information, des éléments audio-visuels, site web, etc.)
* Organiser les séminaires d’information
* Elaborer un plan de communication du projet devant lors de la phase de démarrage des activités terrain informer correctement les communautés, les collectivités et les bénéficiaires, communiquer sur l’état d’avancement du projet et devra traiter des relations avec la presse et avec les ministères en préparant les inputs et les articles de presse.
* Exécuter à la demande du Coordonnateur, toute autre tâche entrant dans le cadre des activités de communication du projet.
* Concevoir et organiser des événements promotionnels dans le cadre du projet.
* Travailler en étroite collaboration avec le responsable de presse du cabinet du Ministre de l’agriculture ou de tout autre Ministre, dans le cadre de la Communication relative au Projet

1. **En ce qui concerne la gestion des connaissances et des innovations :**

* Promouvoir et animer le partage des innovations, des leçons apprises et l’échange d’expériences entre les projets financés par la Banque mondiale, d’une part, et entre les projets et les partenaires  sur les différentes thématiques et les problématiques de mise en œuvre, d’autre part;
* Faciliter l’organisation d’ateliers avec les partenaires et autres acteurs de développement pour discuter des meilleures pratiques;
* Renforcer les capacités des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du Projet en gestion des savoirs ;
* Collecter, analyser, documenter, organiser et diffuser les informations essentielles sur le projet, les résultats, les innovations et les bonnes pratiques ;
* Contribuer à une gestion des connaissances et des savoirs acquis dans le cadre du projet, à travers l’adoption au sein de l’UNCP de méthodes d’archivages innovantes, comme l’usage de l’outil numérique
* Relancer la fonctionnalité du site Web du MinAgri en collaboration avec la DANTIC

1. **En ce qui concerne l’évolution**  **du Projet, supervision et mise en œuvre :**

* Travailler en étroite collaboration avec le Responsable de suivi-évaluation ainsi qu’avec les responsables des différentes composantes, notamment les composantes de terrain, ainsi qu’avec les différentes operateurs et firmes contractées avec le Projet dans le domaine de la gestion de l’innovation et des connaissances ;
* Participer à l’élaboration des rapports semestriels et annuels d’exécution du Projet En fournissent les inputs pour les aspects de communication;
* Participer aux réunions du comité de pilotage et à toutes les autres réunions jugées pertinentes, notamment les réunions de terrain avec les bénéficiaires. En plus de sa simple participation, il devra également participer à la préparation et l’animation de ces réunions.

**III. Profil**

Le (ou la) Spécialiste National/e en Gestion des Savoirs, doit être en mesure de diffuser une image positive et crédible des activités du PNDA et de ses résultats. Il doit :

* Etre titulaire d’un Diplôme supérieur en communication et sciences de l’information (ou sociologie, journalisme, psychologie) de niveau Bac +5 ans ;
* Disposer d’une expérience professionnelle d’au moins 7 ans en Communication et en gestion des savoirs dont au moins 5 dans un projet de Développement (de grande envergure) financés par la Banque mondiale, la Banque Africaine de Développement, Fonds International pour le Développement de l’Agriculture ou tout autre bailleur de fonds ;
* Disposer d’une expérience professionnelle en milieu rural en RDC ;
* Avoir une bonne connaissance des outils numérique (site web, montage vidéo, mise à jour des sites web, réseaux sociaux, etc.)
* Avoir une bonne maîtrise du français ;
* la connaissance des langues locales (swahili, Kikongo, Tshiluba et Lingala) et de l’Anglais est considérée comme un atout
* Avoir la capacité de travailler en équipe ;
* Avoir une aptitude à faciliter le dialogue ;
* Avoir la capacité d’organisation et de programmation ;
* Avoir un esprit de créativité et d’initiatives ;
* Avoir une connaissance de base en informatique ;
* Avoir une capacité de rédaction et de synthèse ;
* Avoir une connaissance des procédures et des valeurs essentielles des bailleurs de fonds particulièrement de la Banque mondiale;
* Être ouvert aux personnes de cultures différentes ;
* Être capable de travailler sous stress.

**IV. DUREE DU CONTRAT**

La mission est prévue pour une durée de douze (12) mois renouvelable en cas de nécessité, et ce, après évaluation satisfaisante des performances.

**V. Produits**

* Lettres d’information, articles, communiqués de presse, interviews, dépliants, kakemonos, calendriers, plaquette, films, des contenus interactifs pour le web et les médias, panneaux d’exposition, Page Facebook du projet, prospectus, etc. ;
* Portes ouvertes sur le projet à Kinshasa, et dans l’aire du projet;
* Dialogues réguliers avec les parties prenantes ;
* Success stories sur les réalisations du projet ;

**VI. PROCESSUS de RECRUTEMENT**

Le processus de recrutement sera conduit par la méthode de sélection des consultants individuels par approche ouverte conformément à la Nouvelle Règlementation de passation des marchés de la Banque mondiale pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d’Investissement (FPI), Fournitures, Travaux, Services Autres que des Services de Consultants et Services de Consultants, Quatrième édition, novembre 2020.

Le candidat sélectionné devra être disponible dans un délai n’excédant pas 1 mois à partir de la date de notification de la sélection au poste. Il devra avant la prise de fonction signer le code de bonne conduite du PNDA.

1. *INS, Enquête 1-2-3, Septembre 2014* [↑](#footnote-ref-1)
2. *Plan National d’Investissement Agricole (PNIA).* [↑](#footnote-ref-2)
3. *Propos d’Ahmadou MOUSTAPHA NDIAYE (Directeur des Opérations BM en RDC) lors de séances de vulgarisation des activités agricoles appuyées par la BM en RDC, Novembre 2016.* [↑](#footnote-ref-3)
4. [↑](#footnote-ref-4)